



Autorité environnementale

conseil général de l'Environnement et du Développement durable

www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr

Décision de l'Autorité environnementale, après examen au cas par cas, sur la modification du plan de prévention des risques d'inondation et coulées de boue de la vallée de l'Aisne Aval - Commune de Cuffies (02)

n° : F-032-16-P-0045

Décision du 7 décembre 2016
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement

La formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable qui en a délibéré le 7 décembre 2016,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F-032-16-P-0045 (y compris ses annexes) relative à la modification du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) et coulées de boue de la vallée de l'Aisne aval sur le territoire de la commune de Cuffies, reçue de la direction départementale des territoires de l'Aisne le 19 octobre 2016 ;

Considérant les caractéristiques de la modification du PPRI de la vallée de l'Aisne aval :

- qui consiste, sur le territoire de la commune de Cuffies, à déclasser de la zone marron, dite « inconstructible », 17 parcelles de la ZAC Saint-Lambert, actuellement déboisées, représentant 1,07 hectare (soit 9,7 % de la surface de la ZAC) et situées sur un versant, au lieu-dit « Les Hardrets » ;

Considérant les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, notamment :

- la présence sur le versant, immédiatement au-dessus de la ZAC, d'un boisement classé inconstructible et d'une zone de partage de ruissellement qui permet, selon la direction départementale des territoires de l'Aisne, de « garantir un niveau de risque acceptable au regard du ruissellement pour les parcelles concernées par la modification du zonage réglementaire » du PPRI ;

- l'absence d'incidences sur les zones naturelles du secteur, la ZNIEFF de type I (« Mont de Pasly») la plus proche étant située à une distance de l'ordre de 80 mètres et aucun site Natura 2000 n'étant recensé dans le secteur ;

Décide :

Article 1^{er}

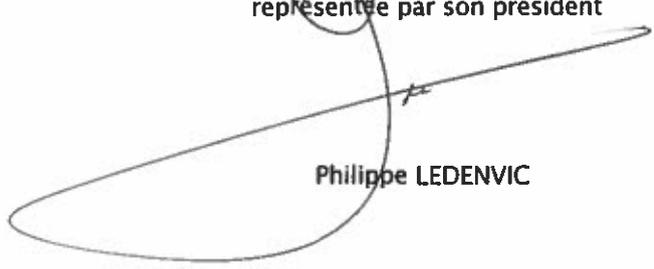
En application de la section deux du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, la modification du plan de prévention des risques d'inondation et coulées de boue de la vallée de l'Aisne aval sur le territoire de la commune de Cuffies présentée par la direction départementale des territoires de l'Aisne, n° F-032-16-P-0045, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à la Défense, le 7 décembre 2016,

La formation d'autorité environnementale
du conseil général de l'environnement
et du développement durable,
représentée par son président



Philippe LEDENVIC

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R. 122-18 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le président de l'autorité environnementale
Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer
Conseil général de l'Environnement et du Développement durable
Autorité environnementale
92055 La Défense CEDEX

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 Boulevard de l'Hautil
BP 30 322
95 027 Cergy-Pontoise CEDEX